Cicchini (Marco) et Porret (Michel), *Les sphères du pénal avec Michel Foucault. Histoire et sociologie du droit de punir*

Lausanne, Antipodes, 2007, 303 pp., ISBN 9782940 146864

David Niget

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/1213>
DOI : 10.4000/chs.1213
ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010
Pagination : 145-148
ISBN : 978-2-600-01470-0
ISSN : 1422-0857

Référence électronique

David Niget, « Cicchini (Marco) et Porret (Michel), *Les sphères du pénal avec Michel Foucault. Histoire et sociologie du droit de punir* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 14, n°2 | 2010, mis en ligne le 02 décembre 2010, consulté le 22 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/1213> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.1213>

Cicchini (Marco) et Porret (Michel), *Les sphères du pénal avec Michel Foucault. Histoire et sociologie du droit de punir*, Lausanne, Antipodes, 2007, 303 pp., ISBN 9782940 146864

Tout comme *Surveiller et punir* n'était pas vraiment une histoire de la prison, *Les sphères du pénal*, dont le titre emprunte à Sloterdijk pour repenser Bentham,

s'étendent bien au delà de l'espace carcéral. Aux contrepoints de Foucault sur les corps suppliciés, la discipline militaire, ou les colonies pénitenciaires pour enfants répondent, dans ce volume réalisé à l'occasion des trente ans de la publication du philosophe, des considérations sur la discipline, le panoptisme, la gouvernementalité, l'identification, la stigmatisation, l'aliénation, la corporalité. Ce sont autant d'items sortis de la boîte à outils foucaldienne dont s'emparent les auteurs pour se livrer avec bonheur, à la suite d'un maître qu'ils se refusent à vénérer, au démontage consciencieux de la *doxa* pénale.

Limpide, l'introduction de Marco Cicchini et Michel Porret, directeurs de la publication, retrace la généalogie de *Surveiller et punir*, situé au mitan du projet foucaldien, et dans un contexte de militance virulente contre l'arbitraire carcéral au sein du GIP. Ne pas célébrer cet ouvrage comme une œuvre totale, mais le considérer comme une étape dans le cheminement habile du philosophe, tel est le projet de cette réflexion collective. « Du moment suppliciaire au moment carcéral », *Surveiller et punir* soulève « le problème de la prison dans la démocratie comme la matrice de la surveillance générale de chacun » (p. 8). Ainsi mise en perspective, l'analyse de l'œuvre convoque des réflexions épistémologiques plus anciennes dans la production de Foucault, appliquées à la constitution des savoirs et à leurs effets de pouvoir, et appelle également les étapes ultérieures de sa pensée, organisée notamment autour du principe de biopouvoir, plaçant le corps au cœur des dispositifs politiques modernes, et de gouvernementalité, entendue comme une « conduite des conduites » que le libéralisme tente d'engendrer selon une économie de moyens idéalisée : « pour gouverner mieux, il faudrait gouverner moins » (pp. 11-13).

« Relire *Surveiller et punir* », mettre en contexte et en miroir ce monument qui a fécondé tant de travaux⁸ tout en soulevant la polémique dans le Landerneau français⁹, voici qui fait l'objet d'une première partie de l'ouvrage. Pierre Lascoumes, écartant la caricature d'un Foucault obsédé par un contrôle social érigé en théorie du complot, signale que l'ouvrage préfigure, à travers une étude attentive des pratiques disciplinaires, ses travaux ultérieurs sur la gouvernementalité. Plus proche de Certeau que ne le laissaient penser les controverses, Foucault propose une analyse de « l'exercice du pouvoir » à travers son « emprise sur les corps », via la médiation de technologies. Loin du modèle suppliciaire, « le pouvoir ne s'exerce plus par l'application d'une autorité extérieure et violente, mais par une incitation aussi discrète qu'obsédante qui met la conformité au service de la productivité » (p. 25). Cyprian Blamires revisite également l'idée selon laquelle le panoptisme carcéral relèverait exclusivement d'une volonté de contrôle exercée directement sur les individus. Au contraire, « l'utopie de Jeremy Bentham (...) est moins une société de surveillance qu'une société d'économie ou une société sans gaspillage » (p. 47), procurant « le bonheur pour le plus grand nombre ». Ce bien-être serait prodigué par une parcimo-

⁸ Ignatieff Michael, *A just measure of pain: The penitentiary in the industrial revolution, 1750-1850*, Pantheon Books, 1978. Spierenburg Pieter, *The Spectacle of Suffering. Executions and the Evolution of Repression: From a Preindustrial Metropolis to the European Experience*, Cambridge University Press, 1984. Petit Jacques-Guy, *Ces peines obscures. La prison pénale en France (1789-1870)*, Fayard, 1990.

⁹ Michelle Perrot, *L'impossible prison: recherches sur le système pénitentiaire au XIX^e siècle*, Seuil, 1980. On écouterait avec intérêt l'entretien donné par Michelle Perrot au sujet de la table ronde tenue à Paris en 1978, confrontant Foucault à ses juges historiens. France Culture, *La fabrique de l'histoire*, émission du 8 octobre 2004 (disponible en ligne).

nieuse allocation des ressources humaines comme économiques, utilement distribuées par un ensemble de techniques architecturales génériques, dont la prison n'est que le prototype.

Ces relectures ouvrent la voie à de nouveaux « chantiers de l'histoire du droit de punir », constituant la seconde partie de l'ouvrage. La charge de Michel Porret contre l'ahistoricisme d'un Foucault recourant au « cas limite » de « l'anéantissement » du régicide Damiens pour étayer sa démonstration ne relève pas simplement de l'entreprise de démolition, puisqu'il propose de revisiter le récit fictif du basculement d'une pénalité d'Ancien Régime barbare à un régime des peines post-révolutionnaire adouci. « Foucault pense le droit de punir dans l'ordre abstrait du discours normatif », selon une représentation « figée[e] dans l'éclat suppliciaire », affirme-t-il (p. 112). Or, d'une part, le supplice de Damiens répugne à nombre d'observateurs et leur paraît digne d'une cruauté anachronique, inutile, voire perverse, et d'autre part, la prison pénale révolutionnaire, bien loin d'adoucir les sanctions selon la prescription de Beccaria, sera consubstantielle à la souffrance corporelle et sociale qu'elle instillera.

De la même manière, Patrice Peveri propose de réinterpréter, après Foucault, la signification de l'usage de la marque judiciaire du XVI^e au XIX^e siècle. L'essorillement, puis la marque au fer rouge ne relèvent pas uniquement du supplice, mais du stockage de l'information judiciaire la plus cruciale : la récidive. En outre, en passant de l'ablation de l'oreille, marque ostensible, à la marque à l'épaule plus discrète, et ce dès le XVI^e siècle, les magistrats témoignent du basculement d'une régulation communautaire par le biais de l'« infamie » (la mauvaise réputation) vers le monopole étatique, progressivement bâti, de la gestion des populations pénales (p. 98).

Avec le casier judiciaire, l'identification devient plus fiable et moins avilissante, mais Jean-Lucien Sanchez montre que ce processus de gestion humaniste des récidivistes, visant à leur réinsertion, n'est pas linéaire. La III^e République met ainsi en œuvre, en 1885, une loi sur la relégation des condamnés récidivistes, qui masque mal, derrière l'invocation d'un imaginaire colonial de la régénération, le retour de la sanction irréversible. Ainsi, le second XIX^e siècle est marqué par « le désenchantement opéré par les sciences sociales au premier rang desquelles la criminologie, alimenté par les chiffres du crime, [qui] a conduit à délaisser une vision optimiste de l'homme » (p. 152), pour ne plus percevoir parmi ces récidivistes que des « incorrigibles ».

Laurence Guignard interroge également les interactions entre droit et science, lorsqu'elle évoque les liens se nouant entre responsabilité pénale et aliénation mentale. Impossible mariage pour les juristes révolutionnaires, selon lesquels, dit Foucault, un « réquisit de rationalité » sous-tend l'acte criminel, l'idée d'une « responsabilité graduée en fonction de l'état mental » s'élabore progressivement au XIX^e siècle, formant un pouvoir hybride que Foucault qualifie de « normatif ». D'une justice révolutionnaire laïque refusant la pesée des âmes, la pensée spiritualiste, avant même le développement de nouveaux paradigmes aliénistes, permet, au XIX^e siècle, de réinventer une « justice morale » (p. 256). Cette « subjectivation du droit » est reprise à bon compte par les sciences du crime, qui trouvent une voie déjà ouverte pour justifier le principe de l'individualisation des peines, selon le mot d'ordre de la « défense sociale », qui fait du fou criminel son emblème et sa justification.

Du supplice à la peine sensorielle, de la relégation à la gouvernementalité carcérale, ces questionnements sont repris et actualisés dans la dernière partie de

l'ouvrage, principalement centrée sur la prison, qui se penche sur les « théorie et pratique actuelles du droit de punir ». Gilles Chantraine décrypte « l'invention du détenu néolibéral ». Tempérant les thèses de la « nouvelle pénologie », laquelle prétend que la prison aurait abandonné l'utopie de réhabilitation individuelle au profit d'une gestion actuarielle des risques présentés par les populations pénales, il souligne l'hybridation de ce paradigme du risque avec un modèle « thérapeutique d'inspiration cognitivo-comportementale », mettant en œuvre des dispositifs de responsabilisation des détenus, qualifiés de « pôle motivationnel » (p. 184). On invite le sujet à objectiver lui-même les facteurs de risque auxquels il est exposé, et à proposer, avec les agents de libération conditionnelle, des scénarios de sa propre réhabilitation, devenant ainsi « entrepreneur de soi ». Mais les enquêtes menées par le sociologue révèlent, sous ce vernis managérial, les craquelures d'une fiction rédemptrice que mettent en scène les nouveaux experts de la réinsertion pénale. Les détenus, tenus de jouer ce jeu de rôles pour obtenir un aménagement des peines, ne sont pas dupes de cette fabrique du consentement, qui opère au détriment d'une démarche réelle de soins, laquelle, au contraire, nécessite une mise à distance de soi-même.

La question du genre, tenue dans l'analyse de Foucault, est examinée par Coline Cardi. Si, en effet, la justice pénale fait preuve d'une apparente mansuétude à l'égard des femmes, qui ne représentent aujourd'hui que 3,7% de la population carcérale française, les régulations « infra-pénales », liées notamment à l'intervention sociale, ainsi qu'à l'action d'une justice des mineurs inquisitrice des familles, s'appliquent aux « mauvaises mères ». « La déviance des femmes, nous dit l'auteure, apparaît comme une déviance particulière : elle se définit non seulement par rapport à une loi, mais également par rapport à des normes médicales, morales et psychologiques » (p. 235).

Retenons enfin, parmi de riches contributions concernant la prison contemporaine, celle de Simona Ioana Schumacher, qui boucle la problématique foucauldienne exposée dans les premières pages de *Surveiller et punir*, en se penchant sur la pénalité de l'incorporel que sont les privations et affections sensorielles en milieu carcéral. Selon l'auteure, l'effacement de la peine corporelle dans l'histoire pénitentiaire ne constitue pas une atténuation de la peine, car « le sensoriel » dont la prison, plus que jamais, investit les ressorts, « n'est pas une substitution, une approximation réductrice ou une métamorphose du corporel, mais surtout une forme sublimée de la chair suppliciée » (p. 255). En échos aux râles d'un Damiens désarticulé et extatique, livré aux regards en place de Grève, l'anthropologue indique que si « la peine ne répond plus aux impératifs de visibilité ou d'extériorité », « elle se plie toujours à une idéologie d'exemplarité sociale », alors que, paradoxalement, privée de tout droit de regard, « la société civile est incapable de dire comment la peine se déroule » (p. 256). Rendre au regard citoyen la nouvelle économie des peines replacée dans la longue durée occidentale comme le propose cet ouvrage, loin de ressusciter l'infamie de l'exposition des suppliciés, contribue à faire advenir une réforme carcérale devenue urgente, en ouvrant le débat sur le sens de la peine dans nos sociétés contemporaines. Plus que jamais, un Foucault visionnaire pourrait aujourd'hui constater que la souffrance, constituée en instrument de pouvoir, dépasse largement les murs de la prison.

David Niget
Centre d'Histoire du Droit et de la Justice
Université catholique de Louvain
david.niget@uclouvain.be